

Volcan islandais, tsunami grec, séisme portugais...

À QUI LE TOUR ?

Après l'Islande et la Grèce, le Portugal et l'Espagne viennent de voir leur note abaissée par les agences de notation financière, ce qui leur annonce des lendemains difficiles. A lire la plupart des commentateurs, les « marchés » qui spéculent contre ces pays semblent avoir la puissance d'une force de la nature. Rien ne pourrait s'opposer à l'action des traders et des fonds spéculatifs, érigés au rang de catastrophes naturelles ou de divinités courroucées. Il n'y aurait d'autre issue que d'essayer d'apaiser leurs craintes en sabrant dépenses publiques, budgets sociaux et salaires. Des purges draconiennes sont annoncées pour « rétablir la confiance des marchés ». **La France elle-même met en scène une réforme des retraites, dans l'espoir sans doute vain d'éviter le sort grec.**

**LES MARCHÉS FINANCIERS S'EMPLOIENT
à FAIRE EXPLOSER LA GRÈCE**



Mais les annonces des plans de mesures d'austérité ne semblent pas suffire « aux marchés » et à leurs agences de notation. La spéculation ne fait que s'intensifier. **La purge annoncée va aggraver encore plus le mal.** En s'enfonçant dans une spirale dépressive, sans pouvoir dévaluer leur monnaie nationale puisqu'ils n'en ont plus, les pays du Sud de l'Europe vont entraîner le reste du continent. Ils risquent d'être contraints de quitter la zone euro et de recréer des monnaies nationales, dévaluées par rapport à l'euro. Ils devront alors dénoncer leur dette publique, car ils ne pourront plus l'honorer. **Les dominos tomberont les uns après les autres, et la France ne sera pas la dernière touchée.**

Le risque d'effondrement de l'euro et donc de l'Union européenne dans les années (voire les mois) à venir devient réel. C'est ainsi que les spéculateurs s'enrichissent pendant la crise. **Mais il n'y a là aucune fatalité naturelle, juste le prix du renoncement des États face au pouvoir de la finance.** Trois séries de mesures permettraient de faire rentrer le volcan de la spéculation dans son cratère :

- ✓ **Désarmer les marchés financiers** : la taxation des transactions financières (TTF), permettrait d'étouffer la spéculation sur l'ensemble des marchés et en particulier celui des dettes des États.
- ✓ **Permettre aux États de la zone euro de se refinancer auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE)**, ce que le traité de Lisbonne interdit à l'heure actuelle. En ce moment, la BCE octroie des prêts aux banques au taux de 1 % alors que sur les marchés financiers la Grèce ne trouve pas à moins de 10 %.
- ✓ **Réaliser l'harmonisation européenne** : les décalages entre les économies des différents pays européens ont été exacerbés par les règles du traité de Lisbonne. En effet, celui-ci tourne le dos à toute harmonisation qu'elle soit fiscale, sociale, environnementale... Ce sont ces déséquilibres qui sont à l'origine de la crise actuelle (endettement des uns comme la Grèce, au grand profit d'autres comme l'Allemagne) et que les spéculateurs exploitent au toute liberté.

Pendant ce temps...

La BCE a publié en avril 2010 un rapport sur l'intégration financière en Europe. La Banque de France en a fait une présentation intitulée « **La BCE signale une reprise progressive du processus d'intégration financière européenne** », soulignant que la BCE est particulièrement satisfaite de cette intégration tant « **elle facilite la mise en œuvre harmonieuse de la politique monétaire dans la zone euro. Elle contribue également à la stabilité financière en créant des marchés plus larges, plus liquides et compétitifs, offrant des possibilités accrues de diversification du risque** ».

Les citoyens grecs apprécieront !